

print

Syrie : L'Occident prépare son plan B pour le jour d'après !

De [Nahed Hattar](#)

Global Research, juin 02, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/syrie-occident-prepare-son-plan-b-pour-le-jour-dapres/5337309>

Une éternelle vigilance est l'impossible prix de la liberté [Guerre aux invisibles / Erik Frank Russell]. Impossible ? Restons vigilants ! [NdT].

L'ex vice-président du Conseil des ministres syrien pour les affaires économiques, M. Abdallah al-Dardari, se prépare à rejouer un rôle politique de premier plan dans « la Syrie de l'après guerre » !

M. Al-Dardari a tourné la page du soutien tacite aux groupes armés, et s'est porté volontaire pour coordonner un projet de financement [de plus de vingt milliards de dollars] pour la reconstruction de la Syrie après la guerre ; projet présenté comme le « Plan Marshall pour la Syrie » en référence au plan, du même nom, ayant aidé à la reconstruction de l'Europe après la Seconde Guerre mondiale [1].

C'est en tant que fonctionnaire international [2] que M. Al-Dardari a rencontré le président Bachar al-Assad ; lequel, d'après des témoignages de personnalités jordaniennes, n'aurait prêté aucune attention particulière à l'idée même du projet et l'aurait carrément rejetée lorsqu'il a été directement interrogé sur ce sujet. Des sources de presse ont rapporté que la réplique de certains milieux diplomatiques occidentaux a consisté à déclarer que « M. Al-Assad n'avait pas de droit de veto sur un gouvernement dirigé par M. Al-Dardari, dans le cadre d'un règlement interne ! ».

L'important ici, n'est pas la personne de M. Al-Dardari. L'important est le projet qu'il annonce et qui commence à prendre forme dans les milieux occidentaux des affaires et des finances, milieux probablement en étroite collusion avec leurs homologues arabes et syriens.

Un projet ou « plan B » concocté suite à l'inéluctable défaite politique et militaire du plan précédent [3] destiné à renverser le gouvernement syrien. Sa mise en application ne fait que commencer et son schéma directeur se résume à profiter de l'épuisement infligé au gouvernement syrien en exploitant son nécessaire besoin de réconciliation interne et de reconstruction accélérée ; ce qui permettrait aussi bien à l'Occident qu'aux États du Golfe et à la Turquie de « renverser économiquement la Syrie » ! Un renversement censé aboutir au contrôle de ses ressources et richesses par l'imposition d'un « système néolibéral » sur tout son territoire et dans tous les domaines : privatisations à grande échelle, libéralisation du marché et de la circulation des capitaux, concentration des investissements étrangers dans les secteurs les plus rentables tels ceux de l'infrastructure, de l'immobilier, du tourisme et de la finance.

Les conséquences notoirement connues d'une telle approche sont l'endettement, les déficits budgétaires, la destruction des institutions industrielles et artisanales, le démantèlement de la production rurale et, par conséquent, la transformation de la Syrie d'un État national en plein développement en un « État comprador » ayant perdu son indépendance économique relative, avec tout ce que cela implique comme totale soumission aux forces du néolibéralisme et tout ce que cela engendre comme réseaux de corruption qui vont avec ! Dès lors, sa dépendance économique saperait nécessairement son indépendance politique. Et c'est tout naturellement qu'une telle dynamique, nourrie par le capitalisme mondial et ses

acolytes des Pays du Golfe, mènerait vers « la désintégration » des constantes politiques syriennes ; celles du financement et de l'équipement de son Armée nationale, de sa résistance politique et militaire à l'occupation du Golan, de son soutien à la Résistance libanaise et palestinienne... Bref, la politique syrienne se désintégrerait d'elle-même !

Finalement, c'est par le biais économique que le plan Marshall devrait imposer à Damas ce qu'il n'a pu lui imposer par la force des armes et des sanctions. Il a cependant le mérite de souligner le seul point positif de cette approche de « la Syrie d'après la guerre », celui de reconnaître tacitement que l'option guerrière est caduque et qu'il est désormais inévitable de traiter avec le gouvernement du Président Bachar al-Assad... en usant de tentations séductrices !

Ici, j'appelle les dirigeants syriens à se rappeler ce qui suit :

Tout d'abord, l'application partielle des politiques de privatisation et d'ouverture économique vers l'Occident, les États du Golfe et la Turquie – dont M. Al-Dardari fut le principal artisan lorsque, de par ses fonctions, il exerçait son contrôle sur les orientations et décisions économiques de la Syrie d'après 2005 – a été la principale raison ayant privé le gouvernement syrien de sa base sociale traditionnelle. Les paysans, artisans et ouvriers ont durement souffert du « choc néolibéral » au cours de la deuxième moitié de la dernière décennie. C'est en effet à partir de 2005 que sont apparues les pires manifestations de la pauvreté, du chômage et de la marginalisation. C'est sur cette frange de la société syrienne que se sont appuyés les forces réactionnaires hostiles à la Syrie. C'est à partir de ceux-là qu'ils ont recruté les combattants ayant rejoint les groupes terroristes, après l'endoctrinement sectaire de milliers d'entre eux. Par conséquent, que pouvons-nous attendre si une politique néolibérale était appliquée pleinement et sans conditions ?

Deuxièmement, les forces qui ont versé leur sang et ont défendu la République arabe syrienne et son gouvernement légitime sont principalement :

1. Les officiers et soldats de l'armée arabe syrienne issus des classes laborieuses.
2. Les groupes de jeunes patriotes progressistes.
3. Les militants des courants gauchistes et nationalistes qui espéraient que la guerre, bien que douloureuse, puisse justement ramener la trajectoire socio-économique syrienne vers le développement national et la démocratie sociale.
4. Les forces de la bourgeoisie patriote et les industriels syriens qui ont suffisamment pâti de l'ouverture vers la Turquie.

Ce sont là les quatre forces qui seront les plus touchées si la Syrie était acculée à devenir un « état comprador » menant inéluctablement à la réduction des dépenses militaires, à l'aggravation du chômage pour les classes populaires et moyennes, à la dégradation de la qualité de vie des jeunes de la classe moyenne, à la destruction des projets industriels... Le gouvernement syrien ne peut donc céder à une telle tentation, au risque de se retrouver devant un consensus national déjà prêt à s'y opposer.

La Syrie d'après la guerre, ne sera que pour ceux qui se sont battus pour sa défense ; pour ses jeunes, ses travailleurs et ses paysans ; pour ses industriels patriotes qui n'ont pas dévié de la ligne de l'indépendance, du développement et de la résistance. C'est ce que nous aimerions entendre, mais cette fois-ci « en public », de son Président !

Nahed Hattar

Article original : Al-Akhbar [publié aussi sur Sham Times], 31/05/2013

<http://www.al-akhbar.com/node/184158>

http://shamtimes.net/news_de.php?PartsID=1&NewsID=8714#.UafXUppwIFs.facebook

Article traduit de l'arabe par Mouna Alno-Nakhal

Notes :

[1] Le Plan Marshall / L'index historique

<http://cartoflash.free.fr/motcle/pages/PlanMarshall.htm>

« A partir de 1947, le plan Marshall est une arme économique utilisée par les Américains pour combattre le communisme. Il correspond au côté économique de la doctrine Truman le Containment (endiguement). L'idée est que la misère fait le lit du communisme, le plan Marshall permet donc à la fois de combattre le communisme et de convertir l'économie de guerre américaine en économie de paix, nécessaires. Par le plan Marshall les Américains entendent rallier l'Europe. L'aide financière est assortie de conditions d'achat de produits américains. L'U.R.S.S. s'oppose à ce projet et empêche les pays de l'Europe de l'Est de bénéficier de ce plan. Par exemple, le plan Marshall d'abord accepté en Tchécoslovaquie par le gouvernement doit être refusé sous la pression de Moscou. En revanche 17 pays qui acceptent cette aide créent en 1948 l'Organisation Européenne de Coopération Économique (O.E.C.E.) qui deviendra O.C.D.E. [Organisation de Coordination et de Développement Économique]. En mai 1949 est créé la R.F.A. Un ancien résistant à Hitler, le démocrate chrétien Konrad Adenauer en devient le premier chancelier. Il ancre solidement la R.F.A. dans le camp de l'ouest et accepte le plan Marshall. Le plan Marshall permet aussi d'effectuer des pressions sur les alliés des États-Unis. Ainsi, les Américains menacent les Pays-Bas de suspendre le plan si ceux-ci n'accordent pas l'indépendance à l'Indonésie (chose faite en 1949) ». [Ce site n'est peut-être pas une référence mais, puisque l'Histoire n'est écrite que par les vainqueurs, il n'est pas interdit de lire aussi le revers de certaines médailles, NdT].

[2] M.Abdallah AL DARDARI, Economiste en Chef et directeur de la division du

développement économique et de la mondialisation et ESCWA [Economic and Social Commission for Western Asia].

<http://www.leconomistemaghrebin.com/2013/05/30/forum-de-tunis-le-13-juin-2013/>

[3] Comment le bloc atlantiste a construit la guerre en syrie

http://www.entrefilets.com/16_mois_pour_une_guerre.htm

M. Nahed Hattar est un écrivain et journaliste jordanien résidant à Amman.

Copyright © 2013 Global Research